

**Hugues Wenkin**

# **CONGO 1960**

**LUMUMBA  
OU L'INDÉPENDANCE  
SABOTÉE**

**Racine**

# Introduction

En 2016, au cours de recherches au Musée des chasseurs ardennais de Marche-en-Famenne, à la lecture du rapport des combats conservé par l'institution, je découvre l'histoire de l'attaque de Matadi en juillet 1960. La curiosité me pousse à me renseigner sur les circonstances de l'assaut. Un rapide tour d'horizon m'apprend que la lumière n'a pas encore été faite sur la question. Pourtant, cette opération controversée est à l'origine d'une rupture définitive entre les gouvernements belge et congolais.

L'état de l'art est rapidement établi, tant l'histoire militaire passionne peu les historiens professionnels. Il n'y a véritablement qu'un seul ouvrage sérieux qui évoque les opérations militaires belges au Congo en 1960 : celui de l'ancien officier Louis-François Vanderstraeten, *Histoire d'une mutinerie, juillet 1960*<sup>1</sup>. L'auteur aborde la question sous l'angle particulier de la Force publique tout en évoquant largement les opérations menées par les troupes belges sous les ordres de Cométo, le commandement des troupes métropolitaines.

Ayant un accès privilégié aux documents secrets de l'armée, j'ai l'avantage d'accéder aux rapports de Cométo. Le résultat de cette première recherche est publié en 2017 sous le titre *Le Congo s'embrase*<sup>2</sup>. Par souci de continuité, le présent ouvrage en reprend d'ailleurs les éléments essentiels.

L'Histoire, comme toutes les disciplines scientifiques, a cela de merveilleux qu'une réponse à une question engendre une multitude

---

1 L.-F. VANDERSTRAETEN, *Histoire d'une mutinerie, juillet 1960*, Bruxelles, 1985. C'est en réalité une thèse de doctorat défendue à l'ULB.

2 H. WENKIN, *Le Congo s'embrase*, Neufchâteau, 2017.

de nouvelles interrogations. L'une d'elles me taraude : quelle a été la véritable portée de la note du 12 juillet 1960 préconisant l'élimination de Lumumba ?

Un second *round* de recherches m'emmène aux Archives générales du Royaume pour y trouver les rapports du cabinet restreint Congo, le Kern de l'époque, qui suit de près l'évolution explosive de la situation dans l'ancienne colonie. En théorie, ces rapports doivent être publiés après trente ans. Les rapports des conseils des ministres de 1960 sont d'ailleurs accessibles, mais pas ceux de ce fameux cabinet restreint. Or, la numérotation des pages montre qu'à l'évidence, certaines sont manquantes dans le dossier. Pour y avoir accès, il me faut l'aide du président d'Ecolo de l'époque, Patrick Dupriez, qui porte une question devant le Parlement fédéral. La réponse de la secrétaire d'État interpellée me permet, après quelques péripéties amusantes et gesticulations embarrassées des archivistes, d'obtenir la mise en ligne des pages manquantes. Il y aurait-il eu une tentative de dissimulation ? Officiellement non, les trous dans la pagination s'expliquant paraît-il par le manque de soin apporté à la première digitalisation. Un manque de soin pourtant particulièrement ciblé, car il ne concerne que les pages portant sur les rapports du cabinet restreint...

Tout cela ne fait qu'exacerber ma curiosité. Mes recherches se commuent en une véritable enquête. Quel lourd secret l'État belge cache-t-il donc encore, alors que la commission Lumumba devrait avoir fait toute la lumière sur cette affaire ?

Les sources militaires classifiées ne révèlent rien en soi, si ce n'est le fonctionnement terriblement efficace d'une armée belge préparée à affronter les troupes du Pacte de Varsovie face à une gendarmerie coloniale décapitée par le limogeage soudain de ses chefs blancs. Néanmoins, certains ordres donnés par le général de Cumont dans ce ballet détonnent. Décédé, l'officier a emporté ses secrets dans la tombe. Il a cependant laissé ses carnets personnels, auxquels son fils m'a donné accès. Plus qu'une pièce manquante du puzzle, les confidences du général éclairent le drame de juillet 1960 sous un jour nouveau. Je tiens là le récit du dessous des cartes.

Je ne suis alors qu'un étudiant sur le tard en histoire, aussi j'estime que je n'ai pas encore la légitimité me permettant de publier un tel

récit sans une solide caution scientifique. Je décide d'en faire mon mémoire de maîtrise, que je rédige sous les auspices bienveillants d'Anne-Sophie Gijs, spécialiste des questions africaines.

Toutefois, même dans ce temple de la liberté qu'est l'université belge, d'aucuns ne veulent visiblement pas que toutes mes découvertes soient diffusées. Un professeur s'invite dans le débat sous le prétexte de m'aider à « déboguer mon mémoire » (*sic*). Il me conseille aimablement de revoir mon propos sur certains points. Je ne retiens qu'une partie de ses judicieux conseils, conservant les faits qui le dérangent, tant par défi que par indignation. Je tiens bon, et finalement mon mémoire obtient une grande distinction.

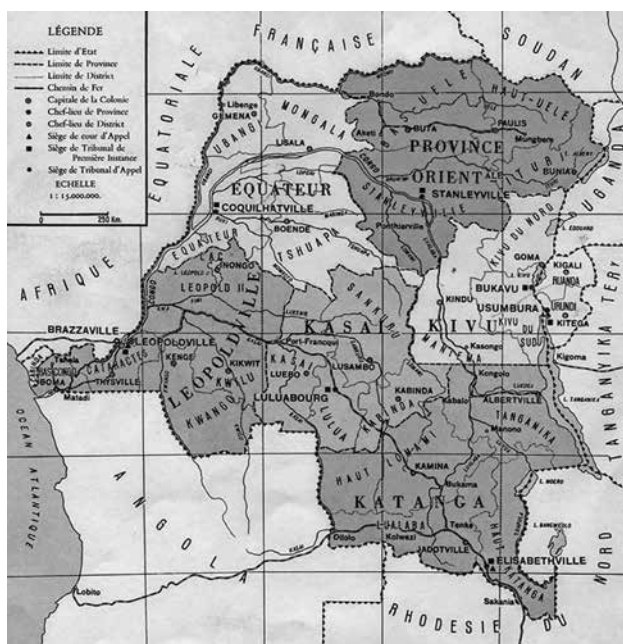
Fort de cette belle réussite, il me faut cependant encore franchir un obstacle pour pouvoir publier. Une bonne part de ma matière première provient de sources militaires classées secrètes. Les démarches de déclassément ont pris trois longues années. L'armée n'a pourtant rien d'embarrassant à cacher ; son opération a à l'époque été menée avec diligence et efficacité, parfois avec une trop belle alacrité, comme nous le verrons. Vous l'aurez compris, vous tenez entre vos mains le résultat d'une inlassable recherche de la vérité assortie d'une volonté farouche d'aboutir.

Avant de clôturer cette introduction, il me reste à évoquer la nécessité de communiquer mes découvertes. J'estime que je devais publier pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, l'indépendance congolaise et son lot de drames humains ont laissé des traces indélébiles dans le cœur tant des Belges que des Congolais. Lors de mes recherches, à maintes reprises, j'ai été abordé par des personnes en souffrance d'avoir perdu un être cher sans avoir jamais appris les détails de l'événement. D'autres ont mené des missions de combat avec le sentiment légitime d'accomplir leur devoir, mais avec le recul du temps, ont remis en question le bien-fondé des opérations accomplies alors sur ordre.

Enfin, les relations belgo-congolaises ont été envenimées par l'affaire Lumumba. Nous n'obtiendrons l'apaisement qu'après avoir fait toute la lumière sur cette affaire. J'espère avoir apporté ma pierre à l'édifice de cette réconciliation en levant un coin de l'épais rideau du secret.

# Carte du Congo

Les opérations militaires s'étant déroulées sur l'ensemble de la République du Congo, il nous a semblé utile de proposer une carte avec les principales villes du pays. Pour plus de clarté, les noms actuels et ceux de l'époque coloniale sont repris. Soulignons que la surface du pays est équivalente à celle de l'Europe occidentale.



Nom en 1960	Nom actuel
Léopoldville	Kinshasa
Stanleyville	Kisangani
Coquilhatville	Mbandaka
Luluabourg	Kananga
Elisabethville	Lubumbashi
Jadotville	Likasi
Albertville	Kalemie

## Chapitre 1

# La colonisation définitivement remise en cause

### Les deux blocs et l'esprit de Bandung

Dans ses mémoires consacrées à sa seconde présidence, Eisenhower écrit : « Les États-Unis n'étaient pas directement concernés, car nous n'avions pas de prétentions territoriales en Afrique. Mais notre position de chef de file ne nous permettait pas de laisser le chaos s'établir parmi des peuples animés d'espoir en l'avenir ; et d'ailleurs nous ne pouvions pas nous permettre de laisser les communistes orienter ce désordre à leur avantage dans une région du monde qu'ils convoitaient. En dépit de la sympathie que les nations neuves éprouvaient pour les États-Unis en raison de notre politique anticolonialiste, nos alliances avec certains des pays récemment possesseurs de colonies nous causaient de grandes complications en Afrique. »<sup>3</sup> Ce paragraphe montre bien les positions américaines vis-à-vis du mouvement de décolonisation dans lequel les USA jouent un rôle crucial pendant la guerre froide, en dépit de préjugés raciaux les poussant à s'imaginer que les non-Blancs sont incapables de s'autogouverner sans l'aide d'Européens de souche.

Par ailleurs, face à l'URSS, Washington se laisse dominer par la peur que les nouveaux dirigeants postcoloniaux soient tentés de rejoindre le bloc communiste et en particulier le Congo, qu'ils considéraient comme la clé de l'Afrique. Le département d'État américain veut éviter la répétition du scénario guinéen où le départ de la France a généré un vide comblé par le bloc soviétique. Une crainte renforcée

---

<sup>3</sup> D. EISENHOWER, *Batailles pour la paix, mes années à la Maison-Blanche 1956-1961*, Paris, 1968, p. 501-502.

par le fait qu'en 1959, la colonie belge est une source majeure de matières premières pour l'Occident : 9 % du cuivre, 49 % du cobalt, 69 % des diamants industriels en proviennent. Les trois quarts du cobalt et la moitié du tantale importés par l'Amérique sortent des mines congolaises. Or, ces deux minerais sont très largement utilisés dans le domaine nucléaire et aérospatial US<sup>4</sup>. Une telle dépendance provoque en général une prédominance de l'anticommunisme sur l'anticolonialisme.

Le fait n'est pas neuf : en plein paroxysme de la guerre froide, les deux préoccupations américaines principales liées au processus de décolonisation sont la mondialisation de la stratégie militaire et la nécessité de se ménager un accès aux ressources et aux matières premières cruciales, dont en particulier le pétrole. Cela a notamment déjà été le cas quand, en 1953, les USA se sont associés à la Grande-Bretagne pour éliminer le gouvernement de Mossadegh<sup>5</sup> en Iran, ou encore en 1954 pour lutter contre l'Armée populaire de libération, d'obédience communiste, aux Philippines. C'est cette dernière intervention qui donne lieu au mouvement tiers-mondiste. Désormais, les nations non européennes estiment qu'elles ont en main la responsabilité de leur pays, mais aussi l'avenir de la planète. Les États récemment décolonisés créent par solidarité un nouveau bloc, une nouvelle puissance. Leur regard sur la guerre froide se traduit par une vision négative des USA et de leurs alliés, vus comme arrogants, irresponsables et totalement déconnectés de ce qu'il se passe dans le monde. Si le bloc soviétique n'est pas épargné, c'est l'administration américaine qui essuie le plus gros de la colère du tiers-monde.

Cette vision est cristallisée en 1955, lors de la conférence afroasiatique de Bandung<sup>6</sup>. Dans son discours d'ouverture, Sukarno<sup>7</sup>

---

4 S. MAZOV, *A distant front in the cold war. The USSR in West Africa and the Congo, 1956-1964*, Washington, 2010, p. 78-81.

5 Mohammad Mosaddegh (1882-1967) est un politicien iranien, 35<sup>e</sup> Premier ministre d'Iran, démis à la suite d'un coup d'État orchestré par Londres.

6 Conférence afroasiatique de Bandung (1824 avril 1955) : réunion de vingt-neuf États d'Asie et d'Afrique récemment décolonisés, organisée à Bandung (Indonésie) à l'initiative notamment de Nehru et Sukarno. Elle marque l'affirmation politique du *tiers-monde* et pose les principes du nonalignement, en condamnant le colonialisme et le racisme tout en appelant à une coopération économique internationale.

7 Sukarno (1901-1970) est un politicien indonésien, premier président d'Indonésie, au pouvoir de 1945 à 1967.

souligne les responsabilités que partagent les États postcoloniaux : en finir avec le colonialisme et empêcher la guerre nucléaire. Sukarno, Nehru<sup>8</sup> et Nasser<sup>9</sup>, les trois hommes forts de la conférence, espèrent que Bandung n'est que le premier jalon d'une alternative à la guerre froide : l'instauration d'une coopération entre États postcoloniaux<sup>10</sup>. Selon son rapport établi suite à sa visite au Congo à l'été 1956, Paul-Henri Spaak, alors ministre des Affaires étrangères de Belgique, voit dans l'esprit de Bandung le seul obstacle à la politique belge vis-à-vis de sa colonie, et visiblement, il en mesure parfaitement l'impact : « Qu'avons-nous contre nous ? Essentiellement un grand courant historique puissant dont Bandung est le symbole : une volonté de liquider le colonialisme sous toutes ses formes et de donner à tous les peuples l'indépendance. Ainsi se crée un climat dont nous ne devons et ne pouvons pas minimiser l'importance. Depuis la guerre, onze pays arabes se sont débarrassés de la tutelle occidentale. Le phénomène est général en Asie aussi bien qu'en Afrique. Il nous faudra beaucoup d'habileté pour échapper aux dangers qui n'ont pu être évités par des plus grands et plus forts que nous. »<sup>11</sup> La menace pour la colonie est bien identifiée en Belgique, le Roi prévoit d'ailleurs de rencontrer son ministre après la lecture de sa note.

Or, à peine deux mois plus tard, l'affaire de la nationalisation du canal de Suez démontre toute la puissance des conséquences de Bandung. Elles poussent l'administration américaine à se désolidariser de ses alliés traditionnels franco-britanniques et les forces à se retirer de la zone du canal. En effet, après l'élimination de Mossadegh, les Américains veulent éviter d'être perçus comme des opposants au nationalisme arabe. Une inquiétude relayée par la CIA qui craint que tout étalage de puissance coloniale donne un coup de pouce aux communistes locaux pour combattre les forces nationalistes qu'ils considèrent comme plus saines. La baisse de prestige qui résulte de

---

8 Jawaharlal Nehru (1889-1964) est le principal leader du mouvement indien d'indépendance, Premier ministre d'Inde de 1947 à 1964.

9 Gamal Abdel Nasser (1918-1970) est un politicien égyptien, second président d'Égypte de 1954 à sa mort en 1970.

10 O. ARNE WESTAD, *Histoire mondiale de la guerre froide 1890-1991*, Paris, 2019, p. 273-284.

11 Historical Archives of the European Union, fonds Paul-Henri Spaak, PHS-329, note du 23 août 1956.

Suez pour Londres et Paris, qui ne peuvent plus désormais agir en toute indépendance contre la volonté de Washington, a pour effet d'accélérer le mouvement de décolonisation<sup>12</sup>.

La position de l'État soviétique est en théorie moins équivoque, car ses fondements reposent sur la révolution mondiale et le renversement de l'impérialisme. Sa position est inscrite dans le temps long. Au moment de la création du Komintern<sup>13</sup> en 1920, les conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale précisent que le parti concerné doit soutenir tout mouvement d'émancipation dans les colonies. En 1928, le programme issu du IV<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale souligne que « [l]a lutte révolutionnaire dans les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants constitue, du point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, l'une des plus importantes tâches de l'Internationale communiste ». En 1955, lors d'un voyage d'amitié en Inde, en Birmanie et en Afghanistan, Khrouchtchev et Boulganine<sup>14</sup> se prononcent résolument pour la liquidation du système colonial, qu'ils décrivent comme pourrissant<sup>15</sup>. En 1960, si l'influence de l'URSS s'est considérablement accrue sur le tiers-monde par le biais de programmes de développement<sup>16</sup>, celle-ci reste néanmoins en proie à des facteurs limitant son réel impact. L'intelligentsia des pays du tiers-monde veut développer ses propres solutions pour répondre aux besoins de sa population. Ces penseurs qui viennent de se battre pour obtenir leur émancipation coloniale entendent affirmer leur nouvelle identité. Ils n'ont aucune envie de se soumettre au communisme soviétique, ce qu'ils percevraient comme une forme d'assujettissement. Ils souhaitent développer leurs propres idiomes tels que le « panafricanisme » ou le « socialisme africain »<sup>17</sup>. Une prise de position que Moscou va qualifier de racisme incompatible avec le socialisme soviétique.

---

12 O. ARNE WESTAD, *op. cit.*, p. 285-290.

13 L'Internationale communiste est une organisation qui prône le communisme mondial.

14 Nikolaï Aleksandrovitch Boulganine (1895-1975) est le ministre de la Défense soviétique de 1953 à 1955 et le président du Conseil des ministres d'URSS de 1955 à 1958.

15 E. MENDIAUX, *Moscou, Accra et le Congo*, Bruxelles, 1960, p. 11-23.

16 O. ARNE WESTAD, *op. cit.*, p. 294-296.

17 A.-S. GIJS, *Le pouvoir de l'absent, les avatars de l'anticommunisme au Congo (1920-1961)*, vol. 2, Bruxelles, 2016, p. 443-452.

Celle-ci se marque au Congo par un engagement très relatif. Alors que Lumumba a souvent été dépeint comme communiste, on sait aujourd'hui que cette réalité relève du mythe<sup>18</sup>. Il n'a pas été le premier politicien congolais à solliciter l'aide de l'URSS. Dès les lendemains de l'émeute sanglante du mois de janvier 1959 à Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa), l'Abako de Kasa-Vubu<sup>19</sup> fait parvenir une lettre au ministère des Affaires étrangères soviétique dans laquelle il exprime son espoir de recevoir de l'aide militaire. Cette missive déclenche une large enquête du département s'occupant des problèmes africains, qui en vient à conclure que l'Abako est la formation politique la plus influente et que, par contre, le MNC<sup>20</sup> de Patrice Lumumba est la plus modérée, position qui évolue un an plus tard en faveur de ce dernier. Il découle de cette analyse qu'il vaut mieux laisser la lettre de l'Abako sans réaction aucune.

La Belgique reste très vigilante vis-à-vis du « péril communiste » et scrute avec beaucoup d'attention les entreprises de Moscou et de ses satellites en Afrique noire, limitant drastiquement l'emprise rouge sur le Congo<sup>21</sup>. Cela n'empêche cependant pas d'inévitables connexions entre les partis congolais et le Kremlin. En octobre 1959, lors de la conférence d'Accra, Lumumba demande officiellement l'aide de Moscou pour l'organisation de la propagande et la préparation de ses cadres. Une demande qui ne reçoit qu'une réponse polie. Le Kremlin attend le résultat des élections congolaises pour choisir son favori, estimant notamment que les vues politiques et idéologiques de Lumumba ne sont pas totalement développées. Rien dans les archives russes ne permet aujourd'hui d'affirmer que le MNC a reçu des subsides moscovites. Khrouchtchev ne sortira du bois que le 29 juin 1960 en félicitant le Premier ministre congolais, en reconnaissant le nouvel État tout en offrant d'établir des relations diplomatiques avec Léopoldville<sup>22</sup>. Aussi, si une légère influence communiste

18 *Ibid.*, p. 339-440.

19 Joseph Kasa-Vubu (1915-1969) est un politicien congolais, leader de l'Abako (l'alliance des Bakongo), premier président de la République du Congo à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1960.

20 Mouvement national congolais.

21 G. VANTEMSCHE, *La Belgique et le Congo. L'impact de la colonie sur la métropole*, Bruxelles, 2010, p. 181.

22 S. MAZOV, *op. cit.*, p. 84-86.

existe, elle se limite au niveau politique; en cas de crise soudaine comme celle qui va se déclarer au Congo, elle ne dispose pas de la puissance logistique suffisante pour projeter une aide puissante<sup>23</sup>.

## La Belgique et « son Congo » sur la scène internationale

À la fin des années 1950, le gouvernement belge craint la perte de contrôle politique sur sa colonie, en particulier une ingérence étrangère par le truchement du Marché commun. Outre à l'égard du péril communiste pratiquement jugulé, Bruxelles entretient une forte méfiance vis-à-vis de Washington et de son attitude traditionnellement anticolonialiste, une prise de position étatsunienne renforcée par la volonté de prendre de vitesse les menées du Kremlin en favorisant la décolonisation<sup>24</sup>. Washington reproche à la Belgique une attitude n'encourageant pas le développement culturel et politique des populations autochtones, ce qui tend à démontrer aux yeux des autorités belges que les États-Unis ne comprennent rien à la réalité coloniale, si bien que de 1945 à 1960, concernant la colonie, les relations entre les deux pays restent marquées par une certaine distance. Si les responsables américains observent avec inquiétude la lenteur belge à engager le Congo sur la voie politique de l'indépendance, ils ne se dressent cependant pas en adversaires de la colonisation.

L'autre menace venant d'outre-Atlantique qui préoccupe les Belges provient des Nations unies, où l'atmosphère est très hostile aux puissances coloniales dès leur mise sur pied en 1945. Des attaques qui proviennent surtout des jeunes nations indépendantes et du bloc de

---

23 Le fait de pouvoir surmonter le blocus de Berlin en 1949 est une victoire retentissante pour les alliés occidentaux. Pour la première fois dans l'histoire, un pont aérien a sauvé une ville. Les planificateurs soviétiques tirent les leçons leur échec. L'aviation militaire soviétique redouble alors d'efforts pour se doter d'une capacité de transport aérien plus puissante. Elle fait son premier grand pas vers la modernité avec l'introduction de l'An-8 à double turbopropulseur lors du salon aéronautique de Tushino en 1956. L'avion s'avère trop petit et moins de deux cents appareils sont construits avant d'être remplacés par l'An-12 qui entre en production à partir de 1959. En juillet 1960, l'URSS ne dispose donc pas encore d'une capacité suffisante pour intervenir par voie aérienne sur des théâtres éloignés. Y. CLARK, *Soviet strategic airlift and power projection*, Kansas, 1980, p. 12-21.

24 Quand toutefois d'autres intérêts ne sont pas en jeu, comme on l'a vu.

l'Est, tendance que les USA ne contrecarrent pas, voire à laquelle ils emboîtent le pas, par calcul ou par faiblesse. Les nations colonisatrices telles que la France, la Grande-Bretagne et la Belgique sont constamment sur la défensive.

Le positionnement hostile de l'ONU par rapport aux puissances coloniales est aussi un facteur d'isolement de la Belgique. L'organisation se place sur un terrain d'action internationaliste, dont les institutions se développent en marge de la guerre froide, et se structure autour d'un ensemble de valeurs censées être valables pour tous. L'ONU et les organisations qui gravitent autour partagent une même croyance dans les vertus de l'organisation du monde pour le bien de tous<sup>25</sup>. Aussi, les colonisateurs doivent rendre compte de la gestion de leurs territoires de tutelle. Initiée en 1946, instituée en 1952, la « Commission des renseignements » est un organe des Nations unies chargé de l'examen des informations fournies sur le développement des pays colonisés notamment par la Belgique. À la fin des années 1940, celle-ci se sent prise au piège par un système de quasi-tutelle vu comme un danger pour sa souveraineté sur le Congo. En 1953, Bruxelles décide finalement de claquer la porte de la Commission, en dépit des tentatives américaines pour faire revenir les Belges sur leur décision. L'ex-gouverneur général Pierre Ryckmans<sup>26</sup> et le diplomate Fernand Vanlangenhove<sup>27</sup> développent et défendent la « thèse belge », mettant en avant que les puissances coloniales ne sont pas les seules à administrer des populations autochtones : des pays comme le Brésil ou l'Inde sont également confrontés à des populations dont le sort est moins enviable que celui des Congolais. Aussi, tous les pays concernés devraient, aux yeux des Belges, se soumettre à ce genre d'enquête critique. Une thèse qui rencontre l'intérêt poli de la Grande-Bretagne et de la France, qui laisseront la Belgique défendre seule ses conceptions. En fin de compte, la Belgique passe pour défendre à tout crin le colonialisme à l'ancienne et se retrouve isolée sur la scène

25 S. KOTT, *Organiser le monde*, Paris, 2021, p. 13.

26 Pierre Ryckmans (1891-1959) est gouverneur général du Congo de 1934 à 1946. De 1947 à 1957, il est le représentant de la Belgique au Conseil de tutelle de l'Organisation des Nations unies et y défend la thèse belge avec Fernand Vanlangenhove.

27 Fernand Vanlangenhove (1889-1982), docteur en droit (ULB), est diplomate et secrétaire général du ministère belge des Affaires étrangères.

diplomatique. Un isolement mal mesuré à Bruxelles qui, à la veille de l'indépendance du Congo, estime que l'étranger est la principale menace planant sur la colonie, ce qui pousse les décideurs politiques à écarter autant que possible l'influence de l'étranger<sup>28</sup>.

En mars 1959, Paul-Henri Spaak, alors secrétaire général de l'OTAN, est très conscient de la nécessité d'une stratégie globale intégrant la défense de l'Afrique<sup>29</sup>. Une idée que défend également la France; des discussions entre Spaak et de Gaulle<sup>30</sup> ont d'ailleurs lieu<sup>31</sup>. En dépit de ses efforts, Spaak n'arrive pas à faire en sorte que, sous sa présidence, les nations de l'OTAN incluent réellement la dimension africaine dans leurs prises de positions stratégiques. Il en fait le constat en septembre 1960, quand les événements du Congo aboutissent à l'éviction temporaire de la Belgique dans cette partie du monde: «*Avant la crise*: pas de réelle consultation, seulement informations de décisions prises, pas d'avis réellement sollicités.»<sup>32</sup> Ainsi, si l'intérêt de l'OTAN pour l'Afrique demeure timide au moment de l'indépendance, la Belgique de son côté ne demande pas l'avis de ses alliés. Une difficulté que les militaires belges associent à la vision géopolitique des USA: «Les USA sont conscients de la nécessité de garder l'Afrique dans l'orbite occidentale. Mais leurs tendances dogmatiques quant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et certaines illusions quant à l'orientation politique future de gouvernements africains indépendants, les incitent à ne pas toujours soutenir la position de leurs partenaires de l'OTAN intéressés à l'Afrique (même en Afrique du Nord, située cependant dans l'aire géographique de l'OTAN).»<sup>33</sup>

---

28 G. VANTEMSCHE, *op. cit.*, p 180-186.

29 Historical Archives of the European Union, fonds Paul-Henri Spaak, PHS-296, note du 23 mars 1959 et mémo de P.-H. Spaak du 12 avril 1959: «The west face of the Communist Challenge», p. 17.

30 Charles de Gaulle (1890-1970) est président de la République française de 1959 à 1969.

31 Historical Archives of the European Union, fonds Paul-Henri Spaak, PHS-295, notes des 16 et 17 juillet 1959.

32 Historical Archives of the European Union, fonds Paul-Henri Spaak, PHS-297, notes du 15 septembre 1960.

33 SGRS-SA, Evere, fonds de Cumont, boîte 2, dossier recommandation comité élargi, note JS3/Afr/6669/19.

Ainsi, quand la crise du Congo s'invite sur la scène internationale, la Belgique se retrouve trop isolée pour pouvoir espérer influencer les décisions à son avantage. Les enjeux de la guerre froide dépassent amplement ceux des intérêts belges dans la colonie. Ayant essayé de défendre sa thèse à l'ONU, Bruxelles se retrouve en déficit de sympathie à New York. Enfin, les alliés de l'OTAN étant restés en dehors des prises de décision, ils ne vont guère s'impliquer, montrant d'autant plus de retenue que les Américains ne les incitent pas à jouer le moindre rôle.

### Marche forcée vers la décolonisation<sup>34</sup>

Les 5 et 6 janvier 1959, une émeute ensanglante les rues de Léopoldville. Cette affaire pousse Bruxelles à accélérer le processus devant conduire la colonie à l'indépendance, qui est déclarée le 30 juin 1960. La guerre d'Algérie fait des ravages tandis que celle d'Indochine s'est achevée par une défaite sans précédent de la France. Devant le réveil du tiers-monde, le combat pour maintenir une hégémonie belge sur le Congo semble perdu d'avance.

Les choses s'accélèrent, s'emballent au point que donner l'indépendance aux Congolais apparaît inévitable. Toutefois, la colonie ne dispose pas des cadres autochtones qui seront nécessaires pour son administration après l'indépendance, en raison d'un investissement trop tardif dans la création d'une élite noire. La Belgique décide donc de laisser en place sa propre administration en la coiffant de ministres congolais. Le but affiché par le gouvernement Eyskens III est d'aider les Congolais à prendre petit à petit le relais des Belges, à mesure que leurs cadres sortent des écoles.

Le projet ne semble pas aussi altruiste qu'il y paraît. Pour le comte Harold d'Aspremont-Lynden, alors chef de cabinet adjoint de Gaston Eyskens, conserver une administration belge dans l'ancienne colonie

---

34 Les trois premiers éléments de ce chapitre correspondent au contenu résumé de mon ouvrage *Le Congo s'embrase* paru aux éditions Weyrich en 2017. Seules les notes principales sont donc référencées.

constitue « pour la sauvegarde des personnes et des biens des garanties beaucoup plus substantielles que celles offertes par les traités les mieux rédigés. »<sup>35</sup> Et si les cadres belges sont démotivés par des lendemains incertains, pour le chef de cabinet adjoint, « il importe de reprendre cette administration en main et de lui fixer comme objectif son maintien au Congo. On ne doit pas hésiter à prendre des sanctions exemplatives et sérieuses contre tout fonctionnaire qui ne se plierait pas à cette discipline. »<sup>36</sup> Par administration, le comte entend notamment la Force publique (FP)<sup>37</sup> et la magistrature. Sous les dehors d'une entraide émancipatrice, la Belgique décide en réalité de garder la main sur le pays en y laissant un solide carcan administratif et militaire. Et comme on ne peut pas être totalement sûr des soldats congolais, pour rassurer les ressortissants obligés de rester sur place, la présence militaire belge se voit renforcée dans les bases de Kitona et de Kamina. Les forces belges stationnées au Congo sont appelées les « Forces métropolitaines ».

La mission de liaison métropolitaine auprès du gouverneur général a été créée en 1951. En décembre de l'année suivante, le comité de travail pour l'étude de la défense du Congo préconise la création d'un commandement supérieur des détachements envoyés en Afrique (Cométro). Au départ, ce qui motive le stationnement de

---

35 MAC, Tervuren, fonds Vandewalle, rapports et notes 1959-1960; archives provenant de d'Aspremont-Lynden, sous-farde Congo (Notes au Premier ministre).

36 MAC, Tervuren, fonds Vandewalle, rapports et notes 1959-1960; archives provenant de d'Aspremont-Lynden, sous-farde Congo (Notes au Premier ministre).

37 Force publique (Congo, 1885-1960): Corps militaire et policier créé le 17 novembre 1885 par Camille Coquilhat pour le compte de l'État indépendant du Congo, propriété personnelle du roi Léopold II. Conçue dès l'origine comme une force armée permanente, elle est organisée par un décret du 30 octobre 1885 qui l'intègre au département de l'Intérieur et lui confie la gestion du matériel d'artillerie, des armes et des munitions. Ses premiers effectifs proviennent d'escortes africaines recrutées notamment à Zanzibar, utilisées pour protéger les expéditions d'exploration et les premières stations, considérées comme les ancêtres directs de l'institution. À partir de 1886, de nombreux officiers belges sont détachés pour structurer, encadrer et discipliner cette armée coloniale. Sous l'État indépendant puis sous le Congo belge après 1908, la Force publique devient un instrument central du contrôle territorial, de la coercition économique et de la « pacification » coloniale, tout en assurant des fonctions de police, de maintien de l'ordre et de défense extérieure. Elle participe à plusieurs opérations militaires extérieures, notamment durant la Première Guerre mondiale, et demeure active jusqu'à l'indépendance du Congo en 1960, avant d'être profondément impliquée dans les troubles de la crise congolaise.

# Table des matières

<b>Introduction</b>	5
<b>Carte du Congo</b>	9
<b>Chapitre 1 La colonisation définitivement remise en cause</b>	11
Les deux blocs et l'esprit de Bandung	11
La Belgique et « son Congo » sur la scène internationale	16
Marche forcée vers la décolonisation	19
Un commandement belge orienté par la guerre froide	23
La vision stratégique de l'Afrique	26
La dualité des Forces métropolitaines au Congo	29
<b>Chapitre 2 Du 30 juin au chaos</b>	37
Des fêtes d'indépendance au goût amer pour les Belges	37
Le premier acte de la tragédie	41
Avant l'indépendance = après l'indépendance	43
Lumumba tente de reprendre la main	45
Un jeu dangereux	50
Les manœuvres belges	52
<b>Chapitre 3 L'avènement de la terreur</b>	55
Viols et terreur s'installent	55
La nuit des Russes	57
Répercussions de Thysville et de la nuit des Russes	61
L'africanisation des cadres est officiellement décrétée	65
L'instauration des « soviets »	66

<b>Chapitre 4 La montée aux extrêmes</b>	71
La peur génère l'agression	71
Répercussions à Élisabethville	72
La première intervention des Forces métropolitaines	74
L'attaque de Luluabourg	77
Les faucons de Bruxelles	79
La décision de Bruxelles	81
Les Américains agissent en coulisses pour évincer les Belges	86
Washington et l'ONU s'en mêlent	90
<b>Chapitre 5 Les suites de l'échec de Matadi</b>	95
Le pire scénario possible	95
La note qui condamne Lumumba	98
La ligne dure des faucons s'affirme dans les instructions diplomatiques	102
Patrice Lumumba, l'éternel grain de sable	104
La fin du dilemme à Léopoldville	106
La prise de N'Djili	108
<b>Chapitre 6 Le chef de l'Armée belge débarque au Congo</b>	111
Les développements d'une crise suivie à distance	111
Le positionnement de Cumont	125
Cumont, envoyé comme un chien dans un jeu de quilles	126
Cumont débarque en fanfare	128
<b>Chapitre 7 La Belgique sur le banc des accusés devant l'ONU</b>	133
Léopoldville demande des GI's	133
Un pas plus loin dans l'internationalisation	137
Les bases belges au Congo, l'argument ignoré par Washington	140
Nuit d'angoisse en attendant la décision de l'ONU	142
La Belgique ballottée sur l'échiquier international	144
La résolution finale de l'ONU	147

<b>Chapitre 8 L'appel à Khrouchtchev</b>	151
Léopoldville au bord de l'explosion	151
Quand la poudre parle	153
Premier changement d'ordre de mission pour Cumont	154
Lumumba et Kasa-Vubu rompent les relations	
diplomatiques avec la Belgique	155
Cumont active l'option militaire	158
L'appel congolais à Khrouchtchev	162
<b>Chapitre 9 Les tentatives d'attentat</b>	165
Capturer Lumumba	165
Tension à N'Djili	169
L'attaque du camp Léopold ne peut avoir lieu	173
Deux politiques belges dissonantes jusqu'à Léopoldville	175
L'attaque avortée de Stanleyville	178
La tentative d'assassinat manquée	180
Un Lumumba « chauffé à blanc »	182
<b>Chapitre 10 L'ONU change la donne</b>	185
Le nettoyage de Léopoldville est reporté	185
Charles Cumont et les civils	186
Le gouvernement belge envisage une guerre au Congo	189
L'offensive diplomatique belge	191
Décodage du plan belge	196
Cumont influence son ministre pour l'option militaire	198
Regard américain sur les faits	201
<b>Chapitre 11 Cumont rappelé à l'ordre</b>	205
Bukavu et Coquilhatville	205
Aide au Katanga	209
Pendant ce temps-là, au Congo	213
Vous n'êtes pas là pour reconquérir le Congo	215
Les prises de position de van den Bosch	219

<b>Chapitre 12 Offensive à outrance</b>	223
Libenge et Gemena	223
Boende	223
Le nettoyage bien inutile de Banningville	225
L'opération sur Kindu	226
L'impact de l'opération à Kindu sur l'Armée nationale congolaise	229
Les Belges trouvent un premier accord avec l'ONU	234
Le nouvel ultimatum de Lumumba	237
Le plan opérationnel	239
La prise de Goma : opération « Bénédicte »	240
Instrumentaliser le sauvetage	241
Opération « Temploux » : la prise de Bunia	244
<b>Chapitre 13 Un double langage belge</b>	247
Un conseil des ministres tendu	247
La tension à Léopoldville suscite des craintes à Bruxelles	249
Les Affaires étrangères temporisent	253
Désavoué par l'opinion	257
Départ des troupes belges de Léopoldville	258
Nouveau changement de cap gouvernemental	261
L'opération Temploux dérape	264
Le crash du C119	265
<b>Chapitre 14 La difficile montée en puissance de l'ONU</b>	267
Projetés dans l'inconnu	267
La difficile stabilisation de Stanleyville	269
Les dilemmes de Watsa et de Paulis	270
Stabilisation de la zone de Matadi	273
Le puissant moteur géopolitique au déploiement de l'ONUC	276
Redéploiement belge	278
Affermissement de la position belge autour du Katanga	282
Lumumba s'envole pour New York	285

<b>Chapitre 15 Deuxième round à l'ONU</b>	289
La résolution du 22 juillet	289
L'attaque du camp de N'Zilo	293
Les conséquences d'une politique	299
Le général Cumont est rappelé définitivement	301
La Belgique tente encore la temporisation	303
Les réalités internationales ignorées	305
Hammaraskjöld à Bruxelles	307
<b>Conclusions</b>	319
Une mauvaise coordination des efforts	319
Une Armée belge trop efficace dans l'offensive pour sa mission	322
Une très grande réactivité du dispositif militaire, ingérable pour le gouvernement belge	325
Général de guerre vs général de paix	326
Le vécu de l'expérience combattante	328
L'indépendance sabotée	329
Une appréciation erronée de l'impact des enjeux géopolitiques et stratégiques	331
Un jugement sévère devant l'Histoire	333
Annexe	334
<i>L'organigramme militaire belge au Congo             au 21 juillet 1960</i>	334
<i>L'organigramme de Cométo</i>	334
<b>Bibliographie</b>	335
Sources orales (témoins interviewés)	335
Sources inédites	335
Sources imprimées ou publiées sur le site Internet d'institutions	336
Travaux sources	336
Ouvrages et articles	337
Articles de quotidiens	340
Webographie	340